

## **2004, année du Dragon et de l'Éléphant**

**Jean-Joseph Boillot**

Économiste

© Encyclopédie de L'état du monde, Editions La Découverte, Paris, 2005.

L'année 2004 aura vu l'apparition d'une nouvelle équation pour l'économie mondiale :  $C + I = D + E = 2 \text{ ECD}$ , Chine + Inde = Dragon + Éléphant = 2 Économies Continentales en Décollage. Depuis leur rapprochement politique en 2003 et leurs retrouvailles à la tête du G-21 (Groupe des 21 pays en développement en fronde à l'OMC [Organisation mondiale du commerce] contre les pays développés), un nouveau club de milliardaires est né. Exclusif s'il en est puisqu'il ne compte que deux membres : la Chine, 1,3 milliard d'habitants, l'Inde, 1,1 milliard.

Le baptême des nouveau-nés, ou plutôt des «deux fois nés» puisqu'il s'agit de civilisations millénaires déjà à la tête de l'économie mondiale aux XV<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles selon l'économiste Angus Maddison, a été marqué tout au long de l'année par une série d'événements qui ne trompent pas. Sur le plan conjoncturel, leur croissance record respective de 9,1 % et 7,4 % en 2003 leur a valu le titre de «nouvelles locomotives de l'économie mondiale» dans les rapports du FMI (Fonds monétaire international) et de la BRI (Banque des règlements internationaux).

### **«Le XXI<sup>e</sup> siècle sera celui de la Chine et de l'Inde»**

L'étincelle est venue d'un rapport de Goldman Sachs, publié en octobre 2003 et dont les initiales allaient désormais être sur toutes les lèvres dans le monde de la finance, de l'industrie et des services : BRIC, pour Brésil, Russie, Inde et Chine. Exprimé à taux de change courant (ce qui sous-évalue toujours le PIB des pays en développement, lesquels ont des prix intérieurs beaucoup plus bas), le PIB de la Chine dépasserait celui des États-Unis en 2040. Quant à l'Inde, dont la population rattrapera celle de la Chine vers 2030 pour atteindre 1,9 milliard à la fin du siècle, son PIB croiserait celui des quatre grandes économies européennes après 2035. De fait, le PIB de ces deux géants calculé aux prix intérieurs, c'est-à-dire à parité de pouvoir d'achat (PPA), avoisinerait en 2004 6 900 milliards de dollars pour la Chine et 3 100 milliards pour l'Inde. Ils se situeraient donc respectivement au deuxième et au quatrième rang mondial, après les États-Unis et le Japon, et auraient contribué pour près de 40 % à la croissance mondiale dans la dernière décennie. Il n'est donc pas étonnant que l'assemblée générale de la Chambre de commerce internationale (ICC), tenue à Marrakech en juin 2004, se soit déroulée sous le signe du

nouveau paradigme énoncé pour ces entreprises globales : «Le XXI<sup>e</sup> siècle sera celui de la Chine et de l'Inde».

Ce n'est certes pas la première fois que les cercles mondiaux des affaires suscitent de nouveaux engouements. Il faut donc savoir raison garder. Du reste, la nouveauté n'est pas la reconnaissance de la Chine comme puissance d'aujourd'hui et superpuissance de demain, mais le nouveau binôme qu'elle forme avec l'Inde dans un club où vit près du tiers de l'humanité et qui croît de 6 % à 10 % par an. Certes, l'écart entre les deux géants ne passe pas inaperçu : le PIB chinois représente plus de deux fois celui de l'Inde, les réserves de change sont inégales (404 milliards de dollars contre 115), les investissements étrangers sont dans un rapport de 1 à 10 en faveur de la Chine et les exportations dans un rapport de 1 à 7 (438 milliards de dollars contre 61,5). L'étude de Morgan Stanley parue fin juillet 2004 n'hésitait pas à parler d'un retard de treize ans de l'Inde, avec un rapport de 1 à 3 entre les PIB des deux pays d'ici dix ans si le rythme était maintenu. Cet écart est identique à celui mentionné dans la plupart des indicateurs sociaux publiés par le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement).

La nouveauté est que le modèle indien résiste, que son économie connaît un profil de croissance plutôt stable autour de 6 % depuis maintenant trente ans, et que l'éléphant est désormais entré dans le magasin de porcelaine de la globalisation, en l'occurrence les services et l'OMC. Bref, le nouveau binôme forme désormais une masse en mouvement qui laisse loin derrière elle les petits tigres asiatiques des années 1970-1980. À ce rythme, dans un contexte de vieillissement démographique rapide des pays développés, se profile effectivement un changement majeur de la géographie économique du monde. Si la nouvelle équation apparaît désormais de l'ordre du probable, trois questions présentent plus d'intérêt à court-moyen terme que les spéculations à l'horizon 2050 : la nature du nouveau couple, les défis internes des deux géants, les défis qu'ils représentent pour le monde.

## **Un regard nouveau sur le couple**

Les regards nouveaux que l'on porte sur le couple Chine-Inde pourraient mettre fin à une approche traditionnelle des comparaisons entre l'Inde et la Chine vues comme un jeu à somme nulle entre deux géants avec l'éternel débat sur la supériorité d'un modèle sur l'autre. D'un côté la démocratie, de l'autre l'efficacité. En fait, il paraît désormais acquis que les deux pays suivent des stratégies nationales de développement très contrastées, mais tenant à leurs configurations historiques et sociales respectives et comportant des séquences tout à fait spécifiques, comme les travaux des célèbres économistes Amartya Sen et Jean Drèze l'ont bien montré. La nouveauté ici réside dans la découverte des

complémentarités fécondes des deux pays, notamment dans trois domaines.

Il s'agit d'abord d'apprendre de l'autre les solutions originales aux problèmes posés par des économies continentales en décollage : il ne se passe pas un jour sans que la presse des deux pays ne commente – en positif comme en négatif – l'expérience de son voisin. Il s'agit ensuite de donner la véritable priorité à leurs marchés nationaux respectifs : missions de groupes indiens ou chinois prospectant le marché voisin, multiplication des investissements croisés dans les points forts de chacun (reprise par le groupe de TV chinois TCL des usines de Thomson dans le Sud indien, implantation du groupe d'informatique indien Infosys à Shenzhen, par exemple). Il s'agit, enfin, d'assurer la complémentarité des deux économies à l'échelle mondiale selon l'expression vulgarisée par les médias : «Chine, centre manufacturier du monde ; Inde, centre mondial des services informatiques». Cette situation est bien entendu propice aux délocalisations.

On aurait tort toutefois de sous-estimer les défis internes des deux géants, à court comme à moyen terme. À court terme, l'année 2004 aura ainsi vu s'accumuler les déséquilibres en Chine. Cela concerne notamment un système financier fragile en comparaison de celui de l'Inde, par exemple, dont la banque centrale a su gérer avec sang-froid la faillite de la banque GTB. La Chine réussira-t-elle un atterrissage en douceur (*soft landing*) après des années de suraccumulation et une croissance du crédit de près de 40 % en 2004 ?

L'Inde, pour sa part, aura rejeté en mai 2004 une équipe gouvernementale qui ne jurait que par le «*India Shining*» (l'Inde qui brille) quand des centaines de paysans pauvres se suicidaient à cause de la sécheresse («*India Burning*»). La nouvelle mousson devait du reste ramener à de dures réalités un pays qui se voyait déjà à 8 % de croissance en 2005. Dans le Rapport sur le développement humain publié par le PNUD en 2004, l'Inde se classe au 127<sup>e</sup> rang mondial sur 177, ce qui souligne la persistance de la pauvreté de masse : plus du tiers de la population vit avec moins d'un dollar par jour (17 % en Chine).

À moyen terme, l'économiste Dani Rodrick, dans un *working paper* du FMI, explique de manière brillante les défis de l'un et l'autre pays. Les performances économiques remarquables de la Chine depuis le début des années 1980 auraient été bien au-delà de ses réalités institutionnelles, ce qui la rendrait plus fragile que l'Inde de ce point de vue. De son côté, si l'Inde paraît mieux partie face au défi de la transition démocratique ou de ses institutions de marché, rien ne permettrait aujourd'hui d'écarter un scénario à la brésilienne comme dans les années 1970, avec une croissance «excluante» réservée aux classes riches ou moyennes supérieures. Dans le contexte actuel de son système social de répartition des revenus et du capital humain, il faudrait en effet à l'Inde une

croissance économique annuelle d'au moins 8 %-10 % pour mettre fin à la pauvreté de masse et donc faire décoller son système manufacturier afin de créer chaque année les 10 millions d'emplois nécessaires à l'absorption de sa bosse démographique : + 180 millions d'actifs d'ici 2020, alors que la Chine en perdrait 10 millions. Le fameux *India Inc.* de l'externalisation ne représente en effet pas plus de 2 % de son PIB et les millions de diplômés indiens qui font tant peur aux pays développés pèsent bien peu face aux 645 millions d'actifs que comptera ce pays en 2025.

## **Quelles conséquences pour l'économie mondiale ?**

Enfin, les défis pour l'économie mondiale résultant de la formidable poussée des deux grandes masses asiatiques sont encore extrêmement mal mesurés. On oscille entre une vision optimiste des opportunités et une vision pessimiste des risques majeurs, ce fameux couple opportunités/risques de l'idéogramme chinois désignant le mot «crise». Un hasard ?

Il est certain que l'année 2003-2004 aura vu pour la première fois une tension persistante sur le marché mondial des matières premières et intermédiaires, notamment le pétrole et les métaux, due à une demande chinoise en pleine explosion (+ 40 % pour les importations chinoises en 2003). Il est également certain que la crise du SRAS (syndrome respiratoire aigu sévère) ou le tableau inquiétant dressé lors de la conférence de Bangkok sur les risques d'épidémie du virus du sida en Inde et Chine illustrent les conséquences d'un changement d'échelle de la globalisation, dès lors que de telles masses démographiques entrent en jeu. De même, peut-on craindre que le débat sur les délocalisations ne prenne de l'ampleur au fur et à mesure que les actifs de ces deux pays entreront «progressivement» sur le marché mondial du travail, un euphémisme quand on compare les populations actives d'un pays comme l'Italie ou le Royaume-Uni avec n'importe quel grand État de l'Inde ou n'importe quelle province de la Chine. Le débat est bien sûr exacerbé par la percée de l'Inde dans les services informatiques (12 milliards d'exportations en 2002-2003, mais 55 milliards prévus en 2008).

Des défis environnementaux, de ressources naturelles et d'émigration se font également de plus en plus pressants au fur et à mesure que les deux géants s'ouvrent à la mondialisation et découvrent les gains qu'ils peuvent en tirer, d'autant plus s'ils œuvrent ensemble comme à l'OMC. Dans un tel contexte, leur entrée et/ou leur promotion dans les grandes instances économiques internationales semblent pouvoir constituer la réponse la plus appropriée, comme on le constate à l'OMC, et peut-être demain dans un G-8 (Groupe des huit pays les plus industrialisés) renouvelé. †